

Préserver les services à la population dans les Franches-Montagnes

Dans l'imaginaire de chacun, les Franches-Montagnes se confondent souvent avec cette image de chevaux en liberté sur une terre où s'enracinent de majestueux épicéas. Comme les alpes et les lacs, les pâturages verdoyants de ce haut plateau jurassien font partie des classiques incontournables que l'on utilise pour marteler le mythe de la Suisse dans les offices touristiques.

Mais au-delà des clichés, il y a la réalité : l'évolution d'une agriculture de montagne qui lamine la présence paysanne, l'attractivité des centres urbains qui attirent les jeunes en recherche d'une formation pointue, puis qui les gardent, et des chantres du développement économique qui ne jurent que par le tourisme vert.

Aujourd'hui, les habitants du Haut-plateau ont bien compris que seule l'innovation et la diversification apporteront des solutions à celles et ceux qui désirent vivre et travailler dans leur région. Les impulsions à donner pour que les changements respectent le caractère identitaire de cette terre à la fois rigoureuse et généreuse ne seront possibles que sur la base d'un dialogue entre tous les acteurs de cet espace exceptionnel.

A l'occasion d'un récent congrès, le Groupement suisse pour les régions de montagne soulignait que, pour maintenir ou faire venir des habitants, les régions concernées étaient dans l'obligation de développer les infrastructures et les activités économiques.

On ne peut pas bâtir de projet politique régional crédible sans le fonder sur une prise en compte sérieuse des avis de celles et ceux qui travaillent et vivent aux Franches-Montagnes ; la mobilisation pour le maintien du service des urgences dans le district s'inscrit non seulement dans un sentiment d'appartenance mais démontre une préoccupation majeure par rapport à un service indispensable à toute la population.

Dès lors, le Gouvernement peut-il nous dire dans quelle mesure il entend préserver les services à la population dans le district des Franches-Montagnes, développer les infrastructures ainsi que les activités économiques?

Delémont le 26 mars 2014

Pour le groupe pcsi : Vincent Wermeffe

